RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

Forum Citoyen Burundais

Comité de Coordination

Bruxelles, 16 mars 2018

B.P. 1150 Bruxelles / 09

Woluwe Saint Pierre

Val Des Seigneurs 137

coordination.forum@gmail.com

A leurs Excellences Garants et Cosignataires

de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi

- S.E.M. Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République de l'Uganda et Médiateur dans le conflit burundais,

- S.E.M. Cyril Ramaphosa, Président de l'Afrique du Sud,

- S.E.M. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda et Président en exercice de l'Union Africaine,

- S.E.M. John Pompe Magufuli, Président de la République Unie de Tanzanie,

- S.E.M. Uhuru Kenyatta, Président de la République du Kenya,

- S.E.M. Donald Trump, Président des États-Unis d'Amérique,

- S.E.M. Charles Michel, Premier Ministre du Royaume de Belgique,

- M. Jean-Yves Le Drian, Ministre de l'Europe et des affaires étrangères de la France,

- S.E. M. Antonio Guterres, Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies,

- M. Daniel Toroitich Arap Moi, Ex Président de la République du Kenya,

- M. Bill Clinton, Ex Président des États Unis d'Amérique,

- M. Benjamin William Mkapa, Ex Président de la République Unie de Tanzanie et facilitateur dans le conflit burundais,

- M. Louis Michel, Ex Premier Ministre du Royaume de Belgique,

- M. Charles Josselin, Ex Ministre de la Coopération de la France,

- M. Kofi Annan, Ex Secrétaire Général des Nations Unies,

- M. Salim Ahmed Salim, Ex Secrétaire Général de l'Union Africaine,

- M. Joseph Warrioba Butiku, Ex Directeur Exécutif de la Fondation Nyerere,

Objet : ***Alerte contre l'abrogation de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi***

Excellences,

Le Forum citoyen Burundais présente ses compliments à vos Excellences et à l'honneur de vous adresser la présente pour vous alerter contre l'imminente abrogation de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi (Accord d'Arusha), signé à Arusha le 20 août 2000, sous vos hauts auspices et pour lequel vous êtes garants et cosignataires.

Le Forum Citoyen Burundais, regroupant la plate-forme politique de l'opposition CNARED-GIRITEKA, la Société Civile, les organisations de femmes et de jeunes, les organisations de la diaspora, les médias, les indépendants et bien d'autres forces vives du Burundi, réunis à Leuven du 9 au 11 mars 2018, voudrait faire appel à vos bons offices et à votre engagement pris en qualité de garants et cosignataires aux fins d'éviter l'abrogation, en cours, de l'Accord d'Arusha adopté et signé en votre présence. Nous considérons ledit Accord comme un Pacte symbolique ayant scellé l'engagement de tous les dirigeants du Burundi présents à Arusha à mettre fin au conflit récurrent qui avait endeuillé le Burundi durant des décennies. Nous ne doutons pas que cet instrument est précieux à vos yeux. Vous vous souviendrez sûrement des difficultés rencontrées pour que le processus des négociations délivre le résultat escompté.

En avril 2015, à la veille de la fin de ses deux mandats présidentiels constitutionnels, M. Pierre Nkurunziza s'est imposé pour un troisième mandat contraire à l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi et la Constitution qui en est issue. La démarche était de ce fait illégale, illégitime et fortement contestée. Personne, y compris des ténors de son propre parti, n'a réussi à le convaincre de ne pas se lancer dans cette aventure périlleuse qui endeuille le Burundi jusqu'aujourd'hui.

L'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Burundi avait réussi à réconcilier les burundais, permis un mode de gouvernement acceptable par tous et remis le pays

sur le chemin du développement durable. Depuis que M. Pierre Nkurunziza a décidé de violer cet Accord en avril 2015, le pays connaît une crise sans précédent. Des violations graves et massives des droits de l'homme, des violences de tout genre, des meurtres, des viols, des actes de torture, constitutifs de crimes contre l'humanité, et bien d'autres sont perpétrés au grand jour par le pouvoir en place et ses acolytes. Par conséquent, le mouvement continu de réfugiés est estimé aujourd'hui à plus de 5% de la population Burundaise, tel que documenté par la Commission d'enquête internationale sur le Burundi, mandatée par le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies. De même, la Cour pénale internationale a été saisie et a ouvert une enquête pour établir les responsabilités.

Comme si cela ne suffisait pas, M. Nkurunziza vient d'initier le processus d'abrogation définitive de cet Accord, avec le lancement d'un référendum pour la révision de la Constitution, dans le but de s'installer au pouvoir comme un monarque absolu, incarnant tous les pouvoirs, sans partage. Le peuple burundais est terrorisé, tandis que la communauté internationale semble impuissante observant en silence la montée de cette dictature d'un autre âge.

Cela étant, nous considérons que M. Nkurunziza vient de franchir la ligne rouge. En effet, il vient de faire la déclaration de guerre contre le Burundi et son peuple dont l'espoir d'un meilleur avenir est fondé sur la sacralité de l'Accord d'Arusha.

En conséquence, le Forum Citoyen Burundais vous lance un vibrant appel, Excellences cosignataires et garants de l'Accord d'Arusha, afin de prendre vos responsabilités et d'user de toute votre influence et vos capacités pour empêcher Pierre Nkurunziza de déclencher une nouvelle guerre civile, qui, si rien n'est fait, risque de causer la dérive et d'embraser toute la sous-région. Votre action devrait le contraindre à s'assoir avec tous les acteurs concernés pour négocier le retour à un Etat de Droit. La restauration d'un climat paisible et sécuritaire permettra d'organiser des élections justes, transparentes, libres, inclusives et crédibles. Les futures élections se feront dans le strict respect de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation pour le Burundi qui, par ailleurs, a fait ses preuves.

Comptant sur votre engagement pour la sécurité des peuples et la stabilité des Etats, le Forum Citoyen Burundais vous prie d'agréer, l'Expression de sa plus haute considération.

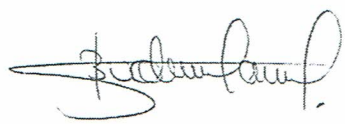
Pour le Forum Citoyen Burundais,

Le Comité de Coordination

- M. Pierre Claver MBONIMPA, Président de l'APRODH



- Mme Marie Louise BARICAKO, Présidente du Mouvement des filles et des femmes pour la Paix et la Sécurité (MFFPS)



- Dr. Jean MINANI, Président du CNARED-GIRITEKA



- M. Venant BIGEMINTWAZA, Représentant de la Diaspora Burundaise



- M. Alexandre NIYUNGEKO, Président de l'Union Burundaise des Journalistes (UBJ)

